Client : **LYCEE POLYVALENT JF CHAMPOLLION**

N° d'offre : **OA1704241546**

Responsable de l'offre : **Olivier ARTZ**

Tél : **09.71.48.32.05**

Email : **sylvie.baglieri@groupecheckpoint.fr**

DESIGNATION DE LA MISSION

- **Contrôle périodique réglementaire des équipements sportifs (dont 6 de hand et 16 de basket)**

Entre les soussignés

**LYCEE POLYVALENT
JEAN FRANCOIS CHAMPOLLION
20 Avenue de Figuières
34970 LATTES CEDEX**

D'une part

Ci-après désigné "Le Client"
Représenté par **M. MANRESA**
Tél : **04.67.13.67.13**

Et d'autre part Groupe Checkpoint Expertises

753, avenue de la Pompignane 34170 Castelnau le Lez
Ci-après désigné « Checkpoint Expertises »
Représenté par Monsieur Olivier Artz

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT

Le Client confie à Checkpoint Expertises, qui accepte, les prestations désignées ci- après aux conditions particulières et ce conformément aux conditions générales jointes en Annexe.

1. Prestations confiées à Checkpoint Expertises

Le Client confie à Checkpoint Expertises les prestations suivantes pour les équipements ou matériel désignés ci-après:

Désignation de la mission	Etendue de la vérification	Périodicité	Date de début de la mission
<ul style="list-style-type: none">• Contrôle périodique réglementaire des équipements sportifs (dont 6 de hand et 16 de basket)	-	1 an	06/2017

L'intervention de Checkpoint Expertises comprend ;

- Une visite sur site.
- Rédaction des rapports de vérification.
- Restitution des rapports de vérification.

2. Conditions d'intervention

Les Conditions Générales d'intervention et les dispositions particulières relatives aux missions confiées, précisent les conditions de réalisation des prestations, et notamment les dispositions suivantes :

Le Client conserve la direction et la responsabilité des installations, équipements et appareils sur lesquels Checkpoint Expertises est appelé à intervenir et désigne une personne compétente connaissant bien les installations pour accompagner l'intervenant Checkpoint Expertises.

Le Client s'engage à préparer la visite de Checkpoint Expertises et à faciliter la réalisation des contrôles en s'assurant des points suivants :

- Les installations seront accessibles.
- Les équipements à contrôler seront disponibles et préparés et dans la mesure du possible regroupés.
- Le rapport de vérifications initiale ou à défaut le dernier rapport complet (année n-1) de vérification périodique ou de la visite quadriennale sera remis à Checkpoint Expertises .En l'absence de tels documents, Checkpoint Expertises conduira la première vérification périodique comme une visite initiale
- Les documents relatifs aux équipements à vérifier (plans, schémas, notices...) seront mis à la disposition de l'intervenant Checkpoint Expertises le jour de la vérification.
- Lorsque la totalité ou une partie des installations ne peut être vérifiée pour une raison identifiée dans le rapport, le complément de vérification sera réalisé à la demande du client au titre d'une prestation supplémentaire.
- Les charges nécessaires à la réalisation des essais et, le cas échéant des épreuves, seront mises à disposition de Checkpoint Expertises, celles-ci devant être constituées de matériaux non dangereux et peu dommageables et doivent, si nécessaire, pouvoir être solidarisées et amarrées.
- Les produits consommables (eau, fuel, huile, etc....) nécessaires à l'exécution des essais et à la remise en service sont à la charge du Client.
- Droit de retrait : En cas de situation de dangers graves et imminents, comme prévu par le code du travail, le vérificateur Checkpoint Expertises fait valoir son droit de retrait.

IMPORTANT : Checkpoint Expertises peut modifier le contrat avec l'accord du client ainsi que l'étendue de la mission dans le cas où certains documents devant être fournis seraient manquants ou certaines informations transmises par le Client erronées.

3. Prix des prestations

Le prix des prestations confiées par le Client à Checkpoint Expertises est fixé à :

Désignation de la mission	Prix HT en €	Remarque	Net HT en €
• Contrôle périodique réglementaire des équipements sportifs (dont 6 de hand et 16 de basket)	700	-	700
Total :			700

* Voir les conditions de tarification ci-dessous.

Ces Prix sont assujettis à la TVA en vigueur.

Ils sont revalorisés à minima selon l'indice ICHT-N comme indiqué ci-dessous :

$P = P_o \times I / I_o$ P = prix actualisé à la date de la facture I = Indice ICHT-N à la date de facture

Po = prix de base à la date du contrat Io = Indice ICHT-N à la date du contrat 105.6

4. Tarification particulières et déplacements

4.1. – Pour les vérifications d'appareils vendus à l'unité

La quantité et l'identification des matériels vérifiés feront l'objet d'une liste valant inventaire au titre du présent contrat. Cette liste sera annexée au premier rapport. Toute variation d'inventaire donnera lieu à un ajustement de la rémunération de Checkpoint Expertises suivant le prix unitaire des appareils.

4.2. – Les frais de déplacement

- Les frais de déplacement dépendent de la distance entre le lieu d'intervention et le centre Checkpoint Expertises le plus proche.
 - Une distance comprise entre 0 et 20 km sera facturée si le montant de l'intervention est inférieure à 150 € et ce par intervention, étant entendu qu'aucune intervention ne sera facturée moins de 150 euros.
 - Pour des distances comprises entre 21 et 50 km les frais de déplacement s'élèvent à 90 €.
 - Pour des distances de 51 à 80 km les frais de déplacement seront facturés 140 €
 - Au-delà de 80 km une facturation de 1,6 € /km.
- Les prix d'intervention pour un site donné, seront au moins égaux à 150 € HT
- Toute annulation de l'intervention 7 jours avant la date d'inspection, à la demande ou du fait du client, fera l'objet d'une facturation forfaitaire de 200 € HT.
- Toute intervention supplémentaire, à la demande ou du fait du client, fera l'objet d'une facturation sur la base d'un tarif de facturation minimum de 350 € HT par demi-journée (par exemple : locaux ou installations inaccessibles, travaux inachevés, demande de levées de réserves, ...).

4.3. – Interventions hors horaires d'ouverture

- Les interventions avant 8h ou après 18h font l'objet d'une majoration des prix de 150 %.
- Les interventions le samedi font l'objet d'une majoration de prix de 150% ; celles ayant lieu le dimanche ou un jour férié, de 200%.
- Les interventions en urgence, sous 48 heures, font l'objet d'une majoration de prix de 150%.

5. Facturation et choix du mode de paiement

Pour toute ouverture de compte, pour tout nouveau client ou nouvelle mission, le règlement se fera par chèque, virement bancaire sur le compte référencé ci-après ou par prélèvement à la commande ou au plus tard le jour de l'intervention.

Pour tout client déjà en compte les factures seront prélevées fin de mois (merci joindre un R.I.B.)

Mode de paiement (rayer la mention inutile):

Chèque / Prélèvement / Virement / Traite 30 jours

CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC

Code IBAN FR76 1350 6100 0085 1205 9815 042	Code Swift /BIC AGRIFRPP835
--	--

Pour tout type de règlement, il doit être effectué à 30 jours date de facture. Au-delà, des pénalités de retard seront applicables au taux légal en vigueur, majorées éventuellement de frais administratifs de traitements.

6. Durée du contrat

Pour les missions ponctuelles, le contrat prend effet à réception du présent document signé par le Client et s'achève à la remise du livrable.

Pour les missions périodiques, le présent contrat prend effet à réception du présent document signé par le Client.

Il est conclu pour 1 an renouvelable 2 fois à compter du 01 septembre 2017, sauf dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, trois mois avant l'échéance du contrat.

7. Identification du client (à compléter ou à modifier)

Adresse d'envoi du rapport : **20 Avenue de Figuières - 34970 LATTES CEDEX**

Email contact : **chrystelle.deceuninck@ac-montpellier.fr**

Raison sociale du client payeur :

Numéro SIRET du client payeur : **193 400 900 00018**

Numéro de TVA Intracommunautaire :

Adresse de facturation : **20 Avenue de Figuières - 34970 LATTES CEDEX**

Le présent contrat comporte 7 pages, y compris les conditions générales de service Checkpoint Expertises. Pour concrétiser son accord et permettre à Checkpoint Expertises de programmer son intervention, le Client renvoie le présent contrat dûment complété et signé à l'adresse suivante :

**Groupe Checkpoint Expertises
753 Avenue de la Pompignane
34170 Castelnau-le-Lez**

Ce contrat a été émis par Checkpoint Expertises, le 28 juin 2017

A :

Le :

Nom :

Qualité :

Le client *

* Faire précéder la signature de la mention manuscrite « lu et approuvé », et apposer le cachet commercial.

1. APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES

1.1 Sauf accord contraire écrit et signé par les Parties et sous réserve des dispositions légales impératives, les présentes Conditions Générales :

1.1.1 s'appliquent et sont pleinement intégrées aux Accords conclus entre Groupe Checkpoint Expertises (ci-après « la Société ») et le Client, relatifs aux Services fournis par la Société

1.1.2 Et prévalent sur tous les termes ou articles contractuels contenus ou visés dans tout document remis par le Client (notamment ses propres conditions générales), les lois non impératives, les usages commerciaux et la pratique des affaires.

2. OBLIGATIONS DE LA SOCIETE

2.1 La Société a pour objet la fourniture, en tant que tierce partie indépendante, d'informations qui consistent en un constat, avis, appréciation ou recommandation. A cet effet, elle effectue des opérations de contrôle, d'inspection, d'évaluation, d'audit et/ou d'expertise, pour lesquelles elle recourt à des procédés d'examen, d'échantillonnage, d'essais, d'analyse, de mesure et autres qui lui permettent de réunir en toute indépendance, impartialité et objectivité les éléments constitutifs de l'information demandée. Cette dernière est communiquée au Client sous la forme de fiches de vérification ou de contrôle, de rapports, de certificats, d'attestations ou par tout autre moyen approprié.

2.2 La Société doit, avec l'application, la compétence et la diligence que l'on est raisonnablement en droit d'attendre d'un organisme compétent dans les domaines de la certification, l'inspection, l'audit et les essais industriels, ainsi que dans l'exécution de services de nature identique et dans des conditions similaires, fournir les Services et délivrer les rapports au Client, conformément :

2.2.1 aux exigences spécifiques énoncées dans le bon de commande signé ou toute autre instruction du Client acceptée par la Société et faisant partie intégrante de l'Accord ;

2.2.2 aux usages et pratiques de la profession ainsi qu'aux normes, règles ou référentiels professionnels applicables à la prestation concernée et, à défaut, aux méthodes jugées les plus appropriées par la Société, au cas par cas, en fonction de la nature des Services et des contraintes techniques qui en découlent ainsi que des honoraires convenus ; et

2.2.3 aux délais spécifiés dans le bon de commande ou toute autre instruction du Client intégrée dans l'Accord (ces délais devant être considérés comme indicatifs).

2.3 Dans le cadre de ses activités, la Société ne se substitue pas aux autres intervenants tels que designers, architectes, bureaux d'étude, ingénieurs-conseils, constructeurs, entrepreneurs, maître d'ouvrage, maîtres d'œuvre, exploitants, fabricants, producteurs, vendeurs, acheteurs, opérateurs, transporteurs ou propriétaires qui, nonobstant l'intervention de la Société, continuent d'assumer l'intégralité des obligations qui leur incombent. En particulier, les rapports, avis et recommandations formulés par la Société ne sauraient être considérés comme valant réception ou acceptation de l'objet sur lequel porte son intervention 2.4 Les rapports sont rendus sur la base des documents et informations mis à disposition par le Client. La Société ne peut être tenue responsable de toute erreur, omission ou inexactitude dans les rapports résultant de renseignements erronés ou incomplets.

2.5 Les rapports reflètent les conclusions de la Société lors de l'exécution des Services et uniquement sur la base des informations mises à la disposition de la Société par le Client avant et pendant l'exécution des Services. La Société n'a aucune obligation de mettre à jour les rapports après leur délivrance, sauf indication contraire prévue dans l'Accord.

2.6 Sauf stipulation écrite contraire, la Société effectue ses investigations par sondages et ne procède pas à des examens ou vérifications systématiques et généraux. Les services de la Société ne s'exerçant pas sur la totalité de l'objet auquel ils se rapportent, l'information fournie par la Société ne peut en aucun cas être considérée comme ayant un caractère exhaustif.

2.7 Pour les Services nécessitant des échantillons, les rapports énonceront les résultats de la Société exclusivement à l'égard desdits échantillons. Hormis une indication spécifique et explicite indiquée dans les rapports, les résultats y figurant ne peuvent être indicatifs ou représentatifs de la qualité ou des caractéristiques du lot à partir duquel un échantillon est prélevé.

2.8 Les représentants de la Société ne sont pas tenus d'assurer une présence permanente sur le site d'intervention. Leurs visites sont en général effectuées de manière intermittente et inopinée.

2.9 Sauf instruction expresse contraire du Client intégrée dans l'Accord, les rapports et documents émis par la Société ont pour objet de relater les faits que la Société aura pu relever dans la limite des consignes qu'elle aura reçues, sans que la Société soit tenue d'y faire référence ou de rapporter des faits ou circonstances qui sortiraient du cadre spécifique de sa mission.

2.10 La Société, à sa seule discrétion, peut confier l'exécution de la totalité ou une partie des Services au Franchiséur, à une société affiliée ou à un sous-traitant sans préavis ou consentement du Client. Concernant les Vérifications électriques, elles seront effectuées par des inspecteurs qualifiés du Franchiséur à savoir le Groupe Checkpoint Expertises organisme accrédité COFRAC sous le numéro 3-0893. Aux fins de l'Article 6.1 le Client consent à ce que la Société divulgue les Informations confidentielles en sa possession aux dites sociétés uniquement dans le cadre de la prestation des Services.

3. OBLIGATIONS DU CLIENT

3.1 Le Client s'engage à :

3.1.1 s'assurer que les instructions nécessaires à la réalisation des Services parviennent en temps utile à la Société ;

3.1.2 fournir à la Société, ainsi qu'à ses représentants, consultants et employés, en temps utile et sans frais, (i) un accès à ses moyens matériels (locaux, bureaux, données et autres installations), (ii) un accès à son personnel et (iii) tous les moyens de transport vers tous les sites concernés par les Services ;

3.1.3 Hormis les documents accessibles au public, remettre en temps utile à la Société tous les documents de travail et informations nécessaires à la bonne exécution des Services ;

3.1.4 fournir à la Société tous détails et informations utiles concernant l'utilisation prévue ou la destination des Services ;

3.1.5 adopter toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et la sécurité des conditions de travail sur le chantier durant l'exécution des Services et informer la Société de toutes les lois et tous les règlements applicables en matière de santé et de sécurité et toutes autres consignes de sécurité relatives aux sites et équipements du Client ;

3.1.6 veiller à ce que tout l'équipement du Client soit en bon état et adapté aux fins pour lesquelles il est utilisé en relation avec les Services et se conforme à toutes les règles applicables ;

3.1.7 le cas échéant, obtenir et maintenir toutes les licences et autorisations nécessaires à la réalisation des Services et respecter toutes les lois applicables ;

3.1.8 veiller à ce que tous les documents, informations et matériels mis à la disposition de la Société par le Client en vertu de l'Accord ne portent pas atteinte ni ne constituent une infraction à tout brevet, droit d'auteur, marque déposée, secret de fabrication, licence, ou autres droits de propriété (y compris intellectuelle) de tout tiers ;

3.1.9 faire effectuer toutes les manœuvres et manipulations sur installations et équipements nécessaires à l'accomplissement des Services.

3.2 Le Client est seul responsable de l'utilisation des rapports ou avis fournis par la Société. Ni la Société ni ses représentants ne peuvent garantir la qualité, les résultats, l'efficacité ou la pertinence de toute décision ou action qui pourrait être entreprise sur la base des rapports ou avis fournis en vertu de l'Accord.

3.3 De la date de conclusion de l'Accord à l'expiration d'un délai de douze (12) mois après la fin des Services ou la résiliation de l'Accord, le Client s'interdit, sauf accord écrit et préalable de la Société, à faire, directement ou indirectement, des offres d'embauche à un collaborateur de la Société affecté à l'exécution de l'Accord, ou à le prendre à son service, sous quelque statut que ce soit.

4. CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 Le Client s'engage à régler les honoraires et frais dus à la Société dans les conditions fixées au présent article et à toute autre stipulations de l'Accord. Les honoraires et frais sont exclusifs de toutes taxes éventuellement applicables.

4.2 Sauf stipulation écrite contraire, le Client s'engage à payer dans son intégralité chaque facture valide qui lui est soumise par la Société dans les trente (30) jours de la date de réception de ladite facture.

4.3 Sans préjudice de tout autre droit ou recours, si le Client omet de payer la Société à la date d'échéance, la Société pourra, sans mise en demeure préalable :

4.3.1 percevoir des intérêts pour retard de paiement au taux mensuel de 1,5% jusqu'à la date de paiement effectif (chaque mois commencé étant compté pour le tout), dans la limite du taux usuraire applicable; et

4.3.2 suspendre tous les Services jusqu'à ce que le paiement ait été entièrement effectué.

4.4 Nonobstant toute autre disposition, toutes les sommes payables à la Société en vertu de l'Accord sont immédiatement dues en cas de résiliation et ce sans préjudice de tout droit de réclamer des intérêts et dommages-intérêts en vertu des lois et règlements applicables ou de l'Accord.

4.5 Sauf stipulation écrite contraire, les honoraires dus à la Société sont révisables annuellement dès lors que la durée des Services dépasse un (1) an, de même qu'en cas de suspension des Services.

5. PROPRIETE INTELLECTUELLE

5.1 Le Client reconnaît que tous les droits de propriété intellectuelle liés à l'exécution de l'Accord, y compris les noms, marques, inventions, logos et droits d'auteurs de la Société et ses filiales, demeurent la propriété exclusive de la Société ou de ses sociétés affiliées et ne doivent pas être utilisés par le Client sans l'accord préalable écrit de la Société.

5.2 L'exécution de l'Accord n'aura pas pour effet de modifier ou d'altérer les droits de propriété intellectuelle détenus par chacune des parties à la date d'entrée en vigueur de l'Accord ou de ceux générés par chacune d'elles indépendamment de l'Accord. Il est ainsi convenu, d'un commun accord entre les parties, que ces droits de propriété intellectuelle détenus par chacune des parties à la date de conclusion de l'Accord, ou de ceux générés par chacune d'elles indépendamment de l'Accord, resteront la propriété exclusive de celles-ci, même si les connaissances incluses dans lesdits droits de propriété intellectuelle sont intégrées aux résultats des Services objet de l'Accord.

5.3 Chaque partie devra prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller, à tout moment, au respect des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des données personnelles.

6. CONFIDENTIALITE

6.1 Aucune des parties ne doit divulguer ou utiliser, pour quelle que fin que ce soit, les Informations confidentielles qu'elle pourrait acquérir ou recevoir dans le cadre de l'exécution de l'Accord, sans le consentement écrit préalable de la Partie qui a divulgué ces Informations confidentielles.

6.2 Les rapports sont émis par la Société et sont destinés à l'usage exclusif du Client. Sauf stipulation écrite contraire, ils ne doivent être ni publiés, ni utilisés à des fins publicitaires, ni copiés ou reproduits pour une distribution à toute autre personne physique ou morale, ni divulgués publiquement.

6.3 A l'expiration ou à la résiliation de l'Accord pour une raison quelconque, chaque partie doit détruire ou retourner à l'autre partie les Informations confidentielles qui sont en sa possession ou sous son contrôle. Cependant, rien n'interdit à la Société de conserver des copies de ses rapports et analyses, conformément à sa politique d'archivage et aux dispositions légales ou aux exigences des organismes d'accréditation.

6.4 L'engagement de confidentialité ne s'applique pas aux Informations :

6.4.1 Qui sont dans le domaine public ou tombent dans le domaine public sans violation de l'Accord ;

6.4.2 Qui étaient déjà en possession de la partie récipiendaire avant d'être communiquées ;

6.4.3 Qui sont communiquées à la partie récipiendaire par un tiers autorisé à procéder à une telle divulgation ;

6.4.4 Qui sont divulguées conformément aux exigences d'un texte légal ou réglementaire ou par une autorité administrative, judiciaire ou boursière ou par un organisme d'accréditation ;

6.4.5 Qui sont divulguées à une société affiliée ou à des sous-traitants de la Société pour la réalisation des Services.

7. LIMITATION DE RESPONSABILITE

7.1 Dans l'hypothèse où la responsabilité de l'une ou l'autre des parties serait mise en cause au titre de l'exécution de l'Accord, sauf cas de dol ou faute lourde, cette responsabilité sera limitée aux seuls dommages matériels directs. A l'exclusion de tout dommage indirect et/ou immatériel et, en particulier, de toute perte de chiffre d'affaires, de bénéfice, de profit d'exploitation, de renommée ou de réputation, de clientèle, d'action d'un tiers, de préjudice commercial ou économique, de frais supplémentaires d'exploitation ou de production, de coûts additionnels et/ou de perte de revenus. Chaque partie se porte fort de l'obtention de la renonciation par son propre assureur à engager la responsabilité de l'autre partie en cas de dommages indirects et/ou immatériels, tels que listés de manière non exhaustive précédemment.

7.2 Nonobstant toute autre stipulation de l'Accord, la responsabilité financière totale cumulée de la Société n'excèdera pas, pour la durée de l'Accord, cinq (5) fois le montant de la rémunération payée par le Client à la Société en application de l'Accord.

7.3 Le Client indemnisera la Société et la tiendra quitte de tout recours de tiers à son encontre, quel que soit le fondement dudit recours, en relation avec l'intervention de la Société, dès lors que la somme mise à la charge de la Société suite audit recours dépassera le plafond de responsabilité fixé à l'Article 7.2 ci-dessus.

7.4 Le Client reconnaît que les clauses du présent article constituent une condition essentielle et déterminante de l'Accord, sans lesquelles ce dernier n'aurait pas été conclu.

8. RESILIATION

8.1 Sans préjudice des autres droits et recours que les parties peuvent avoir, en cas de manquement par l'une des parties à l'une des obligations prévues dans l'Accord, non réparé dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant le ou les manquements(s) en cause, l'autre partie pourra résilier l'Accord par lettre recommandée avec accusé de réception, sans qu'il soit besoin de recours en justice.

8.2 En cas de résiliation de l'Accord pour une raison quelconque, le Client doit régler, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de résiliation, toutes les factures impayées et les intérêts relatifs aux Services réalisés jusqu'au jour de la résiliation. En outre, le Client devra restituer l'ensemble des équipements de la Société.

8.3 Après la résiliation ou l'expiration de l'Accord, les Articles 4, 5, 6, 7 et 14 subsistent et poursuivent leurs effets de plein droit.

9. AUTONOMIE DES CLAUSES CONTRACTUELLES

9.1 Si l'une quelconque des stipulations de l'Accord était déclarée nulle à la suite d'une décision de justice ou devait être modifiée par suite d'une décision d'une autorité nationale ou communautaire, les Parties s'efforceront de bonne foi d'adapter les conditions d'exécution, étant entendu que cette nullité n'affectera pas les autres stipulations de l'Accord.

10. CESSIION

10.1 Le Client s'interdit de céder ou de transférer à un tiers tout ou partie de ses droits et obligations résultant de l'Accord, sous quelque forme que ce soit et sous quelque modalité que ce soit et notamment sans que cela soit limitatif, par voie de fusion, scission, apport partiel d'actifs, location gérance, sans l'accord préalable, exprès et écrit de la Société.

11. INTEGRALITE

11.1 L'Accord, y compris les annexes, constitue l'intégralité de l'accord intervenu entre les parties, relatif à son objet et se substitue à toute autre disposition ou accord antérieurs, écrits ou verbaux portant sur le même objet.

12. INDEPENDANCE DES PARTIES

12.1 Les parties déclarent qu'elles n'ont pas l'intention que l'Accord, dans son contenu comme dans ses effets, soit constitué d'une société ou de toute autre entité. Chaque Partie agit dans son intérêt propre et conserve son autonomie.

12.2 Dans le cadre de l'Accord, chaque partie agit sous sa propre responsabilité et n'a pas la qualité de mandataire ou d'agent de l'autre partie.

13. NOTIFICATIONS

13.1 Les notifications ou autres communications de documents nécessaires à l'exécution de l'Accord peuvent être valablement envoyés par remise en main propre, par courrier prioritaire par la poste, par télécopieur, par courrier électronique ou par toute autre forme écrite convenue entre les parties.

13.2 Les parties élisent domicile en leur siège social.

14. LOI APPLICABLE ET COMPETENCE TERRITORIALE

14.1 L'Accord est régi et interprété conformément au droit français.

14.2 Tout litige portant sur la validité, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de l'Accord sera soumis à la compétence exclusive du tribunal de commerce de Montpellier